

PRISE DE PAROLE — RASSEMBLEMENT DU 2 DÉCEMBRE

Camarades,

Merci d'être ici aujourd'hui. Merci pour votre présence, votre solidarité, dans un contexte où, comme l'a très justement rappelé Stéphane et Hacem, les attaques contre celles et ceux qui s'engagent pour leurs collègues n'ont jamais été aussi violentes.

Je m'exprime ici en tant que Délégué Syndical Central CGT de Kalhyge, mais aussi comme salarié du site de Bourg-en-Bresse, et comme victime moi aussi, parmi d'autres élus, de répression syndicale.

Depuis le rachat de Kalhyge par le groupe Anett, un cap très clair a été franchi. Au lieu d'apporter des garanties, du dialogue et une vision d'avenir, Anett a choisi l'affrontement frontal avec la CGT.

Et ici, sur le site de Bourg-en-Bresse, nous sommes en première ligne.

Depuis ce rachat, Kalhyge Bourg-en-Bresse est devenu l'un des principaux terrains d'application de la répression antisyndicale primaire voulue par la direction. Elle déploie pleinement sa stratégie, sans retenue, et surtout sans chercher à masquer ses intentions.

Ce site, c'est aujourd'hui, des représentants du personnel recevant des avertissements injustifiés, des représentants du personnel à qui l'encadrement adresse des menaces directement liées à leur engagement syndical, des mises à pied, dont la mienne, mises en œuvre avec un objectif clair : Déstabiliser la CGT, faire peur, neutraliser toute contestation.

Ce n'est pas une dérive locale. Ce n'est pas un excès isolé. C'est une stratégie déployée méthodiquement, pensée pour affaiblir les représentants des travailleurs et empêcher l'expression collective de leurs droits.

À quoi sert une direction d'entreprise, si ce n'est à garantir des conditions de vie dignes aux salariés ?

J'interroge publiquement Anett et la direction de Kalhyge. À quoi sert une direction d'entreprise ? Est-ce à réprimer ? À sanctionner ? À intimider ? Ou bien à assurer des conditions de vie dignes à celles et ceux qui créent la richesse de l'entreprise ?

Car il ne faut pas jamais l'oublier : Ce sont les salariés qui créent la richesse dans l'entreprise. Et parmi ces salariés, chez kalhyge : Beaucoup sont au SMIC, Et ceux qui en sont légèrement au-dessus ne vivent pas mieux.

Alors je pose la question. Peut-on prétendre diriger une entreprise quand on laisse ses salariés dans la précarité ? Peut-on prétendre être responsable quand on refuse de reconnaître l'effort réel de celles et ceux qui produisent ?

Et pendant qu'ils passent leur temps à cibler les élus, une réalité grave se déroule ici, sous nos yeux. En cinq ans, le site de Bourg-en-Bresse est passé de 170 salariés à seulement 130 salariés. Et dans le même temps, nous avons perdu plus de 30% des volumes de linge lavé sur le site. Cette érosion lente mais constante devrait alerter n'importe quelle direction responsable. Car quand les emplois diminuent, quand les volumes se réduisent, c'est l'avenir du site qui s'assombrit.

L'objectif du nouvel actionnaire de Kalhyge devrait être clair. Rassurer les salariés, garantir la pérennité des emplois, investir dans le développement de l'entreprise.

Mais ce n'est pas ce qu'Anett propriétaire de Kalhyge fait.

La preuve ? Le mois dernier, le Tribunal de Créteil a donné raison aux élus CGT du CSE Central en validant notre droit d'alerte. Et le tribunal ne mâche pas ses mots « la situation économique de Kalhyge » est "préoccupante".

Alors à quoi joue Anett ? Pourquoi s'acharner sur les représentants du personnel au lieu de s'attaquer aux vrais problèmes ?

Le premier rôle d'une direction est censé être avant tout la protection de ses salariés. Mais qu'en est-il chez nous ? Rien qu'ici, sur le site de Bourg-en-Bresse, plus de 32 accidents du travail en deux ans. En rajoutant les maladies professionnelles le bilan est lourd.

Et pendant que les salariés se blessent, pendant que les postes se dégradent, pendant que la charge augmente (physique et mentale) , la direction fait quoi ? Elle convoque les élus CGT. Elle met à pied. Elle menace. Voilà leurs priorités.

Anett et la direction de Kalhyge répriment parce que la CGT dérange, parce que nous défendons les travailleuses et les travailleurs.

La CGT dans les entreprises comme Kalhyge mais aussi Trouillet, Metro, Ransey, Mutual Logistic dénonce les conditions de travail qui ne sont pas acceptable, défend de meilleur rémunération, et surtout, ne baisse pas la tête.

Nous ne céderons pas. Et nous ne serons jamais seuls. Votre présence aujourd'hui prouve une chose essentielle. Ils ont voulu m'isoler. Mais ils n'y sont pas parvenus. Ils ont voulu intimider la CGT. Mais c'est l'inverse qui se produit. Ils ont voulu faire peur. Mais c'est la solidarité qui grandit.

Aujourd'hui, ici, nous envoyons un message clair, La CGT à Kalhyge comme ailleurs ne se laissera jamais faire. Et tant que la solidarité sera là, aucun actionnaire, aucun patron et aucune direction ne pourra nous faire taire.